

Perspectives

N°24/067 – 18 mars 2024

GÉO-ÉCONOMIE – Tensions et recompositions

Article publié le 8 mars 2024
dans notre hebdomadaire « Monde – L'actualité de la semaine »

L'hypothèse d'une élection de D. Trump suffit à peser sur les choix stratégiques de ses alliés

La France a lancé le débat en Europe, à propos des troupes en Ukraine, mais en fait, cela fait longtemps que l'inquiétude quant à la fiabilité des États-Unis comme alliés était perceptible. « Trump 1 » avait déjà fait prendre conscience au monde de la profondeur de la maladie politique américaine, qui a des conséquences géopolitiques importantes, même s'il existe une réelle continuité dans la Grande Stratégie américaine, en dépit des alternances politiques. Plus récemment, la guerre à Gaza met aussi sous les caméras mondiales la difficulté des États-Unis à faire obtempérer leur allié israélien : les parachutages de vivres, là où il faudrait des centaines de camions journaliers, sont une preuve de faiblesse des Américains, capables de fournir des armes, mais incapables d'imposer une logique d'aide humanitaire.

Le Japon se méfie depuis longtemps

Tout cela explique en partie la loi de programmation militaire japonaise de l'an dernier, qui a rompu avec une longue tradition de pacifisme – il faut dire que Tokyo se sent sous la triple menace chinoise, russe et coréenne, et que le thème de la souveraineté y a là-bas des accents forts. Quant aux dépenses d'armements saoudiens, elles participent aussi, bien sûr, à la recherche d'une autonomie militaire plus forte. N'oublions pas que les questions de défense, dans cette région, ont des résonances historiques qui devraient tous nous concerner : le pacte du Quincy – pétrole contre protection militaire – conclu en 1945 sur un bateau à Suez, entre le roi d'Arabie et un Roosevelt fatigué, de retour de Yalta, a sous-tendu la puissance américaine d'après-guerre. L'axe pétrole-dollar-secteur militaro industriel était né...

Gerboise bleue, vraiment ?

Le monde entier est donc en train d'acter, en creux, les effets de la crise politique américaine sur les stratégies de défense, et c'est cette même inquiétude qui a conduit le Congrès américain à limiter la menace d'un retrait des États-Unis de l'OTAN, en ajoutant il y a quelques mois une disposition au *National Defense Authorization Act* : « *Le président ne suspendra pas, n'annulera pas, ne dénoncera pas et ne retirera pas les États-Unis du traité de l'Atlantique Nord (...) sauf sur l'avis et avec le consentement du Sénat, à condition que les deux tiers des sénateurs présents soient d'accord, ou en vertu d'une loi du Congrès* »¹. Rappelons cependant la réticence historique des États-Unis face aux alliances qui risqueraient d'être trop contraignantes (Montego Bay sur le droit de la mer ou la Cour pénale internationale). C'est d'ailleurs l'un des arguments, entre autres, qui a convaincu De Gaulle d'adhérer au projet du général Gallois d'une dissuasion nucléaire française autonome. Stratégie dite de la Gerboise Bleue, nom de code du premier essai réalisé dans le Sahara algérien, nom que n'aurait sans doute pas renié notre ami OSS 117.

Des primaires pas comme les autres

Du côté démocrate, l'irruption d'un thème de politique étrangère dans les urnes est rare, mais la guerre à Gaza incite bel et bien une partie des électeurs à voter blanc (ce qui donne, au passage, une idée de l'impact politique à long terme, et dans le monde entier, de ce qui est en train de se passer à Gaza. L'effet

¹ [BILLS-118hr2670enr.pdf \(congress.gov\)](https://www.congress.gov/bills/118/hr2670/enr/pdf)

sur les jeunes du Moyen-Orient, en particulier, est déjà énorme). Du côté républicain, la singularité du phénomène politique Trump se confirme, c'est peu dire. Parti avec un des taux de popularité parmi les plus bas qui soit, à la fin de son mandat, comparé aux précédents présidents, l'ex-président mène une campagne mieux préparée que la première fois, ce qui donne une dimension encore plus historique à sa potentielle élection : cette fois, il ne s'agit plus seulement de capitaliser sur la colère et sur le vote de rejet d'une classe moyenne oubliée de la mondialisation, mais de construire un vrai vote d'adhésion, avec une forte dimension idéologique et civilisationnelle. Interpellant de voir d'ailleurs que les partis des extrêmes, en Europe, s'approprient eux aussi à faire des campagnes sur les questions civilisationnelles.

Un parti pas comme les autres

La mécanique du vote Trump 2 n'est donc pas la même que celle de Trump 1. Elle est nourrie par quelque chose de bien plus profond politiquement. Et de bien plus solide – les politologues n'en finissent pas d'analyser les ressorts de la trumpisation du Parti républicain, et l'élection de Mike Johnson comme speaker de la chambre des représentants était l'un des signes avant-coureurs de ce qui est en train de se passer. Dans la droite du Parti républicain, il revendique ses croyances baptistes comme bases de ses orientations politiques, et considère que l'élection de Biden n'a pas été légitime. L'évolution idéologique du Parti républicain est clairement un phénomène dont il faut interroger cette année le potentiel de radicalité et de rupture.

Un candidat pas comme les autres

Quant au programme de Trump, le « Projet 2025 » de la Fondation Héritage nous en donne un aperçu, notamment à propos du « nationalisme-chrétien » grâce auquel D. Trump est messianisé vis-à-vis de la partie la plus radicale de l'électorat évangéliste. La dimension de revanche juridique serait importante dans une telle législature, même au prix d'un déverrouillage des institutions. Reste à savoir comment ces dernières se défendraient. En matière migratoire, thème clé de la campagne, on est passé du mur aux camps de détention pour migrants – et les épisodes texans de janvier méritent d'être rappelés, le gouverneur ayant tout de même déclaré l'état juridique « d'invasion ». Évidemment, la lutte contre les théories de race et de genre reste au cœur du programme MAGA, de même que l'avortement, au cœur des élections. On peut enfin imaginer les mesures qui incarneront la volonté de « mettre fin à la guerre contre le pétrole et le gaz naturel », qui font écho à la montée du « climato-dénialisme » dans le parti (reconnaissance du dérèglement climatique mais refus de considérer l'activité humaine comme sa cause). Bref... Aucun doute : Trump 2 ne serait pas Trump 1, même s'il matérialise la même crise de la démocratie. Celle-ci est profonde, durable, et logée au cœur géopolitique du monde. À sa façon, le choix de la candidature de Biden, dont les problèmes cognitifs font débat public, est aussi l'un des signes de cette crise.

En Europe, la question agricole agite les peuples, et elle sera l'un des facteurs décisifs dans l'évolution des relations de l'Ukraine avec l'Union européenne

Or, malgré la guerre, ces relations restent tendues entre Kiev et Varsovie : les agriculteurs continuent à manifester pour demander que l'interdiction unilatérale polonaise sur les importations de céréales ukrainiennes soit étendue à d'autres produits, comme la volaille, les œufs, les spiritueux, etc. Demande qui est soutenue par plusieurs partis, selon le site Euractiv, incluant celui de Donald Tusk, Plateforme civique. Rappelons que, depuis mi-2022, les « corridors de solidarité » ont confronté les producteurs européens à une concurrence ukrainienne moins chère, difficile à supporter, liée notamment à une taille d'exploitation beaucoup plus grande (un vieil héritage des sovkhozes de l'URSS). Mais le problème de l'intégration agricole de l'Ukraine ne se réduit d'ailleurs pas à des questions de prix ou de quantité, car elle a des dimensions logistiques : l'Union semble incapable, pour l'instant, de gérer une meilleure répartition de la production ukrainienne à l'intérieur de son territoire – même si, *in fine*, les Espagnols et les Italiens auraient besoin des céréales de Kiev pour nourrir leurs animaux... Du côté de Kiev, on blâme la Russie en estimant que les manifestations ont été provoquées par Moscou, accusation qui aurait été reprise par le Commissaire au Commerce européen. S'il est vrai que quelques banderoles pro-russes sont apparues dans les manifestations, cela ne semble cependant pas le cœur du problème. Pour l'instant, Kiev a néanmoins fait des concessions en déclarant qu'elle était prête à prendre des mesures restrictives si l'Union interdisait les importations de céréales russes. La Pologne serait prête à le faire mais, à l'échelle de l'UE tout entière, une telle décision risquerait aussi d'avoir un impact sur les marchés mondiaux. Enfin, dans l'intervalle, la Pologne chercherait à négocier des exemptions au Pacte vert européen.

L'Eurasie du blé va s'affirmer stratégiquement

Restons dans le domaine agricole mais plus à l'Est. Avec le conflit en Mer Noire, Moscou a réarmé le commerce des céréales, et à présent, plus la situation géopolitique se tend, plus la Russie cherche à affirmer sa puissance alimentaire. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que géopolitique et agriculture se croisent pour les Russes : les sanctions occidentales de 2014 avaient stimulé la productivité agricole, là où vingt ans de transition vers l'économie de marché avaient échoué ! Surtout, plus le temps passe, « plus le volume de blé échangé dans le monde est russe » selon Sébastien Abis, un phénomène que le réchauffement du Sud de la Sibérie va accélérer. Très conscient de cet atout de puissance, le gouvernement russe vient donc d'adopter un plan de souveraineté qui vise à augmenter la production (par la mise en exploitation de 13 millions d'hectares), l'autonomie alimentaire et les exportations. De l'autre côté de l'Asie centrale, la Chine cherche aussi à verrouiller son indépendance alimentaire, avec une stratégie de stocks élevés, et en accélérant la modernisation d'une agriculture de précision, qui multiplie drones et systèmes de smart irrigation. En fait, l'intérêt de la Russie et de son potentiel agricole augmente pour la Chine, tout comme celui du Kazakhstan, qui est plus que jamais une pièce maîtresse de l'*hinterland* chinois, comme producteur d'énergie ou d'uranium, mais aussi de céréales. Désormais, la géopolitique eurasiennne du blé ne peut que s'affirmer.

Attention à la capture géopolitique alimentaire

Garder Moscou comme fournisseur de céréales représentera donc un choix politique mais aussi un risque de « capture géopolitique ». Ainsi l'Égypte a-t-elle conservé des liens étroits avec la Russie, mais elle cherche aussi à diversifier ses approvisionnements. Dans ce contexte, le développement rapide des exportations alimentaires de l'Afrique du Sud vers le continent africain est intéressant à observer, ce dernier représentant désormais 38% des ventes agricoles de Prétoria à l'étranger en 2023, contre 28% vers l'Asie ou 19% vers l'Union européenne. Il n'en reste pas moins que le déblocage de la puissance agricole d'Afrique du Sud va nécessiter beaucoup plus d'investissements en infrastructures, notamment dans les ports, les chemins de fer et les routes. Et, comme pour la plupart des secteurs, dès qu'il s'agit de ce pays, la question des coupures d'électricité est l'un des principaux freins à un développement plus rapide.

Des verrous aux câbles, la géopolitique de Gulliver

Dans ce monde d'interdépendances, on sait désormais que la puissance des grands peut être menacée par celle des petits, dès lors qu'ils contrôlent un verrou de puissance. Ainsi, les Houthis ont-ils contraint le trafic maritime mondial à réviser ses routes ; ils ont contraint les compagnies d'assurance à réviser leurs tarifs, et ils ont contraint à l'arrêt des usines en Hongrie ou en Allemagne. Face à une telle menace, l'Union européenne vient donc de lancer sa propre opération défensive dans la région², avec un mandat d'un an, aux côtés de la coalition des Gardiens de la prospérité, menée par les États-Unis et le Royaume-Uni (incluant l'Australie, le Canada, Bahreïn et les Pays-Bas). On peut cependant se poser quelques questions quant au résultat de ces opérations : pour l'instant, les coalitions n'arrivent pas à pacifier le détroit... De plus, il serait dangereux de sous-estimer le jusqu'au-boutisme des Houthis, dont l'agenda politique est certes corrélé au drame que vivent les Gazaouis, mais aussi à la géopolitique iranienne, et à leur propre agenda politique au Yémen. Enfin, n'oublions pas que ce conflit menace un autre type de trafic : les réseaux de communication du Moyen-Orient auraient ainsi été perturbés, lors du naufrage d'un navire, par des incidents récents sur trois câbles sous-marins, qui relient le Royaume-Uni à l'Afrique du Sud et à l'Inde, ainsi que Bombay à Marseille.

Article publié le 8 mars 2024 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

² En accord avec la résolution 2272 du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui exige des Houthis qu'ils cessent toute attaque contre les navires marchands et commerciaux et qui prévoit le droit de défendre les navires, conformément au droit international.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
14/03/2024	<u>Italie – Les deux faces de la même pièce</u>	Italie
14/03/2024	<u>Chine : deux sessions, une cible de croissance et beaucoup de questions</u>	Asie
14/03/2024	<u>Métaux stratégiques et nouveaux matériaux : lithium, nickel et cuivre rebattent les cartes</u>	Mines & métaux
13/03/2024	<u>Web3, les nouveaux Salesforce</u>	Sectoriel
12/03/2024	<u>Royaume-Uni – Transition verte : point d'étape à mi-parcours</u>	Royaume-Uni
12/03/2024	<u>France – Journée des Femmes, des inégalités qui persistent en dépit d'avancées</u>	France
08/03/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/03/2024	<u>À l'approche des élections générales en Inde, Narendra Modi fait face à la colère des agriculteurs</u>	Inde
07/03/2024	<u>Géoéconomie – Tensions et recompositions</u>	Monde
05/03/2024	<u>Italie – Meilleur temps pour les ménages</u>	Italie
04/03/2024	<u>France – Une pluie d'indicateurs, des signaux mitigés concernant la conjoncture</u>	France
01/03/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
26/02/2024	<u>France – Le taux d'endettement des agents non financiers est-il préoccupant ?</u>	France
22/02/2024	<u>Nigeria – Un pays en proie à de multiples défis</u>	Afrique subsaharienne
21/02/2024	<u>Indonésie – Adoubé par Jokowi, le général Subianto s'impose facilement dans les urnes</u>	Asie
20/02/2024	<u>France – Des créations d'entreprises toujours vigoureuses en 2023</u>	France
19/02/2024	<u>L'économie britannique est tombée en récession au T4-2023</u>	Royaume-Uni
16/02/2024	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
15/02/2024	<u>ECO Tour 2024 : état de l'économie française secteur par secteur</u>	France
14/02/2024	<u>La fragmentation géopolitique fait évoluer la grammaire du risque pays</u>	Monde

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda**Documentation** : Elisabeth Serreau – **Statistiques** : DataLab ECO**Secrétariat de rédaction** : Véronique ChampionContact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr**Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :****Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>**iPad** : application **Etudes ECO** disponible sur App store**Android** : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.